

COMMUNIQUE DE PRESSE

Treizième réunion du Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques (CCSRs)

Rabat, le 7 juillet 2021

Le Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques, composé des représentants de Bank Al-Maghrib, de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux, de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale et de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures, a tenu le mardi 6 juillet sa treizième réunion au siège de Bank Al-Maghrib à Rabat.

Il a approuvé le rapport sur la stabilité financière au titre de l'exercice 2020 et examiné l'état d'avancement de la feuille de route de stabilité financière pour la période 2019-2021. Il s'est enquis, en particulier, des projets engagés par les régulateurs financiers pour la surveillance des risques émergents notamment les cyber-risques et ceux liés au changement climatique.

Il a également fait le point sur l'évolution des risques affectant le secteur financier national et a, dans ce cadre, passé en revue la synthèse des réunions régulières des représentants du Comité tenues depuis le début de la crise sanitaire. Les indicateurs de surveillance continuent à ce jour de faire ressortir une résilience avérée des secteurs bancaire, assurantiel, des infrastructures de marchés financiers et du marché des capitaux.

A l'issue de l'évaluation du secteur financier au regard des tendances économiques et financières, observées et attendues, le Comité a relevé ce qui suit :

- Si les signes d'amélioration des perspectives macroéconomiques commencent à s'éclaircir tant au plan national qu'international, les risques associés appellent toutefois à la vigilance en raison de la persistance des incertitudes entourant la maîtrise future de la pandémie (apparition de nouveaux variants du virus, efficacité des vaccins et leur généralisation).
- Après l'épisode de récession sans précédent de 2020, les perspectives de l'économie mondiale tablent sur une reprise de l'activité à 6,6% en 2021 et à 4% en 2022. Au plan national et selon les prévisions de Bank Al-Maghrib, l'économie connaîtrait cette année un rebond à 5,3%, suivi d'une consolidation à 3,3% en 2022, bénéficiant des mesures de soutien budgétaire et monétaire, de l'allègement des restrictions sanitaires et de la reprise chez nos partenaires. Concernant la position extérieure, le déficit du compte courant devrait se creuser à 3,8% du PIB avant de s'atténuer à 2,6% en 2022, en lien notamment avec la reprise des flux du commerce extérieur. Dans ces conditions et considérant les tirages extérieurs du Trésor et l'allocation de DTS prévue par le FMI, les avoirs officiels de réserve ressortiraient à 328,5 milliards de dirhams en 2021 et à 338,6 milliards en 2022, permettant ainsi d'assurer la couverture de plus de 7 mois d'importations de biens et services. Pour ce qui est des finances publiques, le déficit budgétaire devrait s'atténuer graduellement à 7,1% du PIB en 2021 puis à 6,6% en 2022, tandis que la dette du Trésor poursuivrait sa progression à 77,8% du PIB en 2021 et 80% en 2022.
- En dépit d'une conjoncture difficile, le crédit bancaire destiné au secteur non financier poursuit son évolution positive, bien qu'à un rythme lent, tiré particulièrement par les crédits de

trésorerie garantis par l'Etat en faveur des entreprises non financières et par le maintien de la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale. Après s'être établie à 3,9% en 2020, cette évolution devrait, compte tenu des perspectives économiques, se situer à 3,5% en 2021 et 3,8% en 2022.

- La crise n'a pas manqué de se répercuter sur la rentabilité et la qualité des actifs du secteur bancaire. Au titre de l'exercice 2020, le résultat net agrégé des banques, sur base sociale, a connu une baisse de près de 43% à 6,8 milliards de dirhams, sous l'effet principalement de la montée significative du coût du risque de crédit et de la contribution au fonds Covid-19. De même, le taux des créances en souffrance s'est hissé à 10,8% pour les entreprises non financières et à 9,3% pour les ménages, contre respectivement 10,1% et 8% à fin 2019. Pour autant, le secteur bancaire continue d'afficher des fondamentaux solides en matière de solvabilité et de liquidité. Les ratios, sur base sociale, demeurent stables avec un ratio moyen de solvabilité de 15,7% et un ratio moyen de fonds propres de catégorie 1 de 11,4% à fin 2020, supérieurs aux minimas réglementaires. Sur base consolidée, ces ratios ressortent respectivement à 13,6% et à 10,5%. Le coussin de liquidité s'établit, quant à lui, à 191% à fin mars 2021 bien au-delà du minimum réglementaire de 100%. Le risque de concentration sur les grands débiteurs continue, pour sa part, de faire l'objet d'une surveillance rapprochée.
- L'exercice de macro stress test effectué par Bank Al-Maghrib sur la base des projections économiques de juin 2021 continue de démontrer à cette date la capacité des banques à faire face au choc induit par la crise de la Covid-19 et à maintenir le respect des exigences réglementaires, grâce notamment aux matelas en fonds propres qu'elles ont constitués ces dernières années et à la mise en application par le secteur bancaire de la recommandation de Bank Al-Maghrib de non distribution des dividendes.
- Pour ce qui est des Infrastructures de marchés financiers, celles-ci continuent de faire preuve d'une forte résilience aussi bien sur le plan financier que sur le plan opérationnel et présentent toujours un niveau de risque faible pour la stabilité financière.
- Malgré le contexte difficile lié à la crise sanitaire, le secteur des assurances a montré, dans l'ensemble, sa résilience et la solidité de ses fondamentaux techniques. Les primes émises ont affiché une croissance de 1% pour atteindre 45,1 milliards de dirhams, grâce notamment à l'entrée en vigueur du régime obligatoire de couverture des conséquences d'événements catastrophiques qui a généré un volume de primes de 476,7 millions de dirhams.

A contrario, l'activité financière du secteur a été durement impactée par la contraction du marché boursier. L'actif des entreprises d'assurances reste fortement exposé à la poche « actions » entraînant un recul du solde financier. Ainsi, malgré la bonne performance de la marge d'exploitation, le résultat net a cédé 21% pour se fixer à 2,9 milliards de dirhams. Dans le même sens, le rendement des capitaux propres (ROE) a baissé en 2020 pour s'établir à 7,3%.

Au niveau prudentiel, la marge de solvabilité a également subi une baisse, mais reste à des niveaux largement au-dessus du seuil réglementaire. Ne couvrant à ce jour que le risque de souscription, l'excédent de la marge devrait se replier de manière significative avec le passage vers le régime prudentiel de solvabilité basée sur les risques qui couvrira une plus large palette de risques auxquels le secteur des assurances est exposé.

Par ailleurs, les exercices de stress tests réalisés font ressortir une bonne résilience des entreprises d'assurances aux chocs sur le portefeuille actions et immobilier ainsi qu'aux conditions macroéconomiques et techniques défavorables.

- Concernant le secteur de la retraite, les principaux régimes connaissent une situation financière difficile marquée globalement par l'importance de leurs dettes implicites et par l'épuisement de leurs réserves à divers horizons. La réforme systémique de la retraite, dont l'étude relative à la

conception technique de scénarios dans le cadre d'un système à deux pôles (public et privé) est à un stade avancé, permettra d'instaurer une tarification équilibrée mais également de résorber, dans des proportions importantes, les engagements passés non couverts, et partant de rétablir les équilibres financiers dans le futur.

- Le marché des capitaux a retrouvé au premier semestre 2021 sa situation d'avant crise et ce, suite à la baisse des tensions qui l'avaient marqué au cours du premier semestre 2020. La Bourse de Casablanca a maintenu au cours du premier semestre 2021 la tendance haussière qui a débuté à partir du quatrième trimestre 2020 et ce, avec une volatilité moyenne limitée à 7,18%. En effet, le MASI enregistre au 30 juin 2021 une hausse de 9,94% par rapport à fin 2020, effaçant ainsi la baisse de 7,27% enregistrée l'année précédente. Néanmoins, la valorisation globale de la Bourse reste à un niveau relativement élevé et sa liquidité a connu à fin mai une baisse à 7,3% contre 8,8% à fin 2020 et 9,7% à fin 2019. Les taux des Bons du Trésor ont maintenu une tendance baissière au cours du premier semestre 2021 avec un niveau de volatilité faible, proche des plus bas historiques. L'encours de la dette privée à fin avril 2021 s'élève à 240 milliards de dirhams, en hausse de 7,1% en glissement annuel. Il sert à hauteur des deux tiers au financement des établissements de crédit. Le paiement des échéances des titres de dette privée n'enregistre pas de défaut sur la période. S'agissant de l'endettement net des émetteurs non-financiers, il ressort à un niveau globalement maîtrisé et en légère baisse à 80% des capitaux propres en 2020 contre 81% en 2019. L'industrie des OPCVM continue de croître avec un actif net global à fin mai 2021 qui s'élève à 574,2 milliards de dirhams, en augmentation de 9,75% depuis le début de l'année. S'agissant de la titrisation, son encours global est en quasi-stagnation à 9,6 milliards de dirhams et ce, après sept années de croissance soutenue. L'activité des OPCI connaît, pour sa part, un bon amorçage avec l'agrément de neuf sociétés de gestion et de huit fonds dont l'actif net global à fin mars 2021 est de 6,5 milliards de dirhams.

Quant au risque opérationnel des infrastructures de marché, le nombre d'incidents et le taux de suspens des transactions boursières restent à des niveaux très faibles et ce, grâce à des dispositifs de maîtrise des risques globalement efficaces.

Le Comité a, par ailleurs, fait le point sur l'état d'avancement des actions inscrites dans la feuille de route relative à la mise en œuvre des recommandations du GAFI et du GAFIMOAN en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) dans le secteur financier. Il s'est enquis des avancées réalisées au premier semestre 2021 particulièrement en ce qui concerne le plan d'action du Groupe Conjoint de l'ICRG (*The International Co-operation Review Group*) relevant du GAFI. Lors de sa rencontre avec les autorités marocaines le 17 mai 2021, ce groupe et tout en soulignant l'engagement ferme du Maroc pour finaliser le plan d'action et les mesures entreprises dans les circonstances difficiles de la pandémie, a encouragé les autorités à poursuivre leurs efforts afin que ce plan puisse être pleinement réalisé dans les délais convenus.

Contact presse :

Nouaim SQALLI

Tel : 06.66.208.246

E-mail : n.sqalli@bkam.ma

Reda HARMAK

Tel : 06.66.20.17.07

E-mail : r.harmak@bkam.ma